32e ANNÉE (4e SÉRIE) N° 4 27 JANVIER 1910

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres, tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF

A. ROZIER
Dr en théologie
SOUS-DIRECTEUR

*L'abonnement, pour tout l'Univers, est de 15 francs à l'*Edition complète, *de 10 francs à l'*Edition partielle.

Toutes les lettres doivent être adressées à M. le Directeur de l'*Ami du Clergé*, Maison St-Pierre, rue Tassel, à Langres (Haute-Marne).

NOTES ET SOUVENIRS
D'UN VIEUX MORALISTE

LES MANUELS CONDAMNÉS

II. — LES MANUELS D'HISTOIRE

I. — Esprit et tendances de l'Histoire laïque

La morale, au moins dans ses principes, est chose d'ordre spéculatif. On y peut très bien, de façon honnête, discuter des idées, critiquer des philosophies. Ce que nous avons reproché à la morale laïque, ce n'est pas d'être laïque ; c'est précisément de ne pas se montrer aussi laïque qu'elle l'est en réalité, de *tromper* sur la qualité des produits qu'elle offre à ses clients sous une étiquette dépourvue de sincérité. C'est là un mensonge, évidemment, et de très grave conséquence dans la pratique de la vie morale populaire.

C'est, toutefois, un mensonge d'idées, un *mensonge philosophique*, et non pas la négation brutale ou le perfide travestissement d'un fait. Ses auteurs, s'ils étaient de pleine bonne foi, pourraient encore, en sa faveur, plaider les circonstances atténuantes. Il est possible, après tout, que leur mentalité se trouve de longue date assez déformée, assez pliée au tour laïque de la pensée, pour qu'on puisse parfois accorder à leurs intentions le bénéfice d'une excuse de bonne foi, à laquelle il est prudent de laisser toujours une place réservée dans les conflits théoriques de pensées.

Le *mensonge historique* doit être traité plus sévèrement. Il est sans excuse possible. C'est la plus évidente et la pire des malhonnêtetés.

C'est du mensonge historique *élémentaire* que nous parlons, et non des aberrations possibles et excusables dans la sphère intellectuelle supérieure où se débattent les problèmes délicats de la haute critique historique. A mesure qu'on s'éloigne du *fait* concret pour entrer dans le cercle universel de *l'idée*, l'on passe insensiblement de *l'histoire* à la *philosophie*, et il est entendu qu'alors, en raison du danger croissant d'erreurs de bonne foi en matière abstraite, on a droit de compter sur plus d'indulgente charité pour ses intentions, de la part des contradicteurs.

Le mensonge historique antireligieux *à des enfants*, portant sur les gros faits, sur la plus obvie et indiscutée charpente de l'Histoire de France, cela donne la nausée à quiconque n'est pas hypnotisé par la haine implacable de Dieu et de l'Eglise, au point d'avoir perdu tout sentiment de naturelle pudeur et de respect vulgaire pour la vérité.

De ces sortes de mensonges-là, les *Manuels* condamnés sont remplis, nous l'allons prouver tout à l'heure.

Ils sont très subtils et méchants, ces petits livres : de vrais chefs-d'œuvre d'hypocrisie, et si nous ne craignions de manquer à la mémoire de ce pauvre Escobar, nous dirions : d'escobarderie. Pensez donc ! Ce n'était pas petite affaire que de raconter l'Histoire de France à des enfants de manière à leur en laisser, comme impression finale dans le cerveau, la haine de la royauté, la haine de l'Eglise et des curés, la haine de tout ce qui peut gêner la libre pensée, la libre morale, la libre action, la libre expasion du progrès humain sous le libre régime de la sacro-sainte République !

Et ils y sont arrivés !... sans trop en avoir l'air. Là était la difficulté. Il y a des choses fortes qu'on pense, mais qu'on ne dit pas, ou tout au moins qu'on n'imprime pas dans un texte qui peut tomber sous les yeux de parents encore imbus des préjugés de la vieille éducation historique cléricale et moyenâgeuse. Ces choses fortes, il fallait donc les dire sans les dire, les suggérer sans les enseigner, les déposer sournoisement dans les prémisses sans

jamais énoncer la conclusion, nécessairement aveuglante pour l'enfant, inoculer enfin le virus en piqûres bénignes, bénignes, sans douleur, sans témoins, sans que personne, autant que possible, s'en aperçoive dans le monde où le procédé aurait pu paraître de mauvais goût et faire scandale.

Ce sont de vrais tours de force d'art hypocrite, ces petits livres-là ! Je les ai lus de près. Si je vous disais que j'ai commencé par les trouver innocents, et qu'il m'a fallu les lire ligne par ligne, pour me justifier à moi-même la sévérité de la censure épiscopale !

Tous les procédés de mensonge, — les plus habiles et les moins apparents, bien entendu, — sont mis en jeu.

Des livres d'histoire, ces volumes ? ? Non ! mais des réquisitoires de procureur retors, composés sous l'inspiration d'une finalité voulue — singulière méthode historique ! — et cette finalité, ce tableau synthétique resplendissant à la dernière page, c'est l'apothéose de la libre pensée républicaine, avec, pour repoussoirs des deux côtés, les caricatures de la religion catholique et de la royauté.

Des historiens, ces auteurs ? ? Non ! mais des tâcherons, esclaves de la besogne à faire, du but à atteindre, qui est la ruine de l'esprit religieux dans l'âme des enfants.

Nous essaierions en vain de les convaincre : ils n'avoueront pas. Leurs faits et gestes, leurs œuvres avoueront à leur place. Ils nous trouveront sectaires, intolérants, calomniateurs, c'est entendu ; et peu nous en chaut ! Ce qui importe, c'est que leurs lecteurs, leurs élèves même si possible, les connaissent ; que les parents soient dûment avertis du régime d'empoisonnement historique auquel on soumet leurs pauvres petits dans l'école laïque où sévissent les *Manuels*. C'est à ceux-là que nous dédions tout d'abord le présent article d'introduction générale où, après un rappel sommaire des lois essentielles de l'histoire, nous présenterons avec quelque détail certains procédés de mensonge en honneur chez ces Messieurs de la laïque : la *prétérition*, la *médisance*, la *calomnie*, l'*anachronisme*, le *sophisme de la vie heureuse*, l'*illustration*.

Ensuite viendra, pour justifier pleinement nos critiques, une copieuse documentation extraite de leurs livres.

L'HISTOIRE VRAIE. — L'histoire est la reproduction photographique du passé, la résurrection ou représentation mémorative exacte des faits d'autrefois dans les documents qui nous les ont fidèlement conservés. L'historien consciencieux n'a rigoureusement pas d'autre rôle à remplir, quand il parle ou écrit, que celui du gardien de musée qui introduit les visiteurs et leur montre ses collections, disposées, s'il y a lieu, pour utilisation plus facile et plus sûre, suivant un ordre de classification déterminée, aussi naturel, aussi peu artificiel que possible.

La poésie, la philosophie, le roman interviennent, dès que le gardien se permet de montrer aussi, à côté et à propos des documents, l'état d'âme subjectif qu'ils lui suggèrent, ses idées à lui, ses hypothèses, ses commentaires, ses théories, sa métaphysique et sa tournure d'esprit ; roman moins historique, et mensonge plus périlleux encore, si le gardien lettré compose un livre où, sous prétexte de décrire simplement les richesses de son musée, il les présente dans une forme, avec des couleurs, et sous un jour de sa personnelle invention, à des lecteurs qui, n'ayant point le document original sous les yeux, sont incapables de distinguer le vrai du faux dans ce mélange artificiel, littéraire, fantaisiste de la fiction avec la réalité, d'une philosophie ou d'une poésie subjective avec l'objectivité du fait.

Peu d'historiens savent être gardiens de musée à consigne d'honnêteté rigoureuse, de scientifique discrétion. Sans en avoir toujours conscience, ils ajoutent au document des traits de leur cru ou dissimulent ceux qui cadrent mal avec leurs tendances personnelles d'esprit. La vertu est peu commune dans l'espèce humaine. Elle s'accommode mal des infatuations orgueilleuses d'une demi-science. La probité historique, en particulier, suppose une âme forte et humble, comme il ne s'en rencontre guère : assez forte pour mettre au-dessus de tous ses intérêts la passion de voir et de dire la vérité telle qu'elle est ; assez humble pour se tenir toujours prête à lui sacrifier ses vanités et ses goûts, ses amours et ses rancunes.

L'historien probe écrit l'histoire pour l'histoire, sans arrière-pensée de la faire servir à une finalité préconçue, au triomphe d'une idée plus ou moins passionnément caressée à l'avance. L'historien probe, de cette probité-là, est une perle rare. Aussi, parmi tous les genres de connaissances humaines, l'histoire est-elle celui qui prête le plus aux mirages de l'illusion subjective, le terrain entre tous réfractaire aux épanouissements de la vérité, fertile en sophistications malhonnêtes, où l'homme, par conséquent, est le moins assuré de rencontrer la certitude.

Comme échantillons d'improbité historique, nos petits *Manuels* sont des types tout à fait réussis. On en jugera d'abord par un aperçu sommaire des principaux trucs employés pour cuisiner convenablement, à la sauce laïque, toute l'histoire de France.

LA PRÉTÉRITION. — Vous faites pour un pays donné une étude sur la littérature du XIIe siècle, je suppose. Vous priez qu'on vous montre, dans quelque Bibliothèque cen-

trale, où ils sont tous déposés, les manuscrits de l'époque. Et voilà qu'on vous les apporte tous,... sauf ceux qui traitent de religion. Le gardien, anticlérical, a cet esprit laïque intransigeant. Quelle histoire fausse, parce qu'incomplète, vous allez écrire, si vous vous en tenez là ! Comment faut-il caractériser la probité de l'homme qui dérobe ainsi à vos regards toute une moitié de l'histoire vécue d'un pays, toute sa vie religieuse ?

Ainsi procèdent nos manuels. Ils retiennent de l'histoire de France tous ses traits laïques ; ils laissent dans l'ombre sa physionomie chrétienne. On y voit, au premier plan, toujours sous forte lumière, dans une perspective grossie et faussée, les misères du pauvre peuple de jadis, avec les bons laïques remèdes qu'y ont peu à peu apportés les progrès de l'esprit révolutionnaire, libre penseur et républicain. Pas une page pour la constatation historique de la belle part qui revient à la religion catholique dans la civilisation générale de la France ! !

— La neutralité, dit-on peut-être, imposait cette attitude, ces coupures, ce silence...

— Comment cela ? ? Y a-t-il donc deux manières d'écrire l'histoire, la manière *religieuse* et la manière *laïque*, suivant que l'historien est catholique ou anticlérical ? Il n'y en a qu'une, Messieurs, la manière photographique tout court, simplement sincère. Et ce n'est pas la vôtre. La moitié de la vie populaire et des institutions publiques françaises est absente de vos livres, et au résidu mutilé qui subsiste après cette monstrueuse expurgation, vous avez l'audace de donner le titre d'*Histoire de France!*

Clovis, un ambitieux politique qui a su profiter des influences épiscopales de son temps ; Charlemagne, un barbare d'assez bonne tournure, qui s'est montré gentil avec le pape ; Louis IX (on s'abstient d'écrire *saint* Louis), un bon roi, trop dévot, cruel à ses heures, qui n'a pas trop mal régné ; Jeanne d'Arc, une patriote exaltée ; le « bon Vincent de Paul, » un philanthrope égaré dans le cléricalisme !... Et c'est tout ce que vous trouvez bon d'apprendre aux enfants sur les épisodes glorieux de l'influence catholique sociale aux v^e, IX^e, $XIII^e$, XV^e et $XVII^e$ siècles, pour ne prendre comme exemples que ceux-là, à peu près les seuls d'ailleurs dont vous daignez vous souvenir ?

Si la neutralité vous imposait le silence en matière religieuse, que ne l'avez-vous, alors, gardé sur toute la ligne ? C'eût été une méthode historiquement détestable, mais enfin une méthode logique, honnête. A quel tribunal français, à quel juge impartial, à quel homme de bon sens oserez-vous avouer le motif qui a bien pu vous rendre si obstinément silencieux, quand il y avait du bien à dire de la religion, et si loquaces quand vous trouviez du mal à en raconter ?

La neutralité partiale et malveillante n'est plus de la neutralité. La *prétérition*, en histoire, est une arme de combat, une forme du mensonge historique tout aussi ennemie de la vérité que la calomnie. Vous en avez usé et abusé contre nous. Vous avez caché aux enfants de nos écoles les raisons qu'une histoire de France sincère leur eût données de connaître et d'estimer l'Eglise par ses œuvres bienfaisantes en notre pays. Les silences tendancieux de vos manuels sont une arme de guerre contre l'esprit religieux ; ils font plus que de rompre en visière avec les règles élémentaires de la critique historique : ils violent la neutralité. Nous protestons !

LA MÉDISANCE. — Ce n'est pas que nous entendions vous défendre d'étaler au grand jour les misères et scandales de notre histoire religieuse. Cette prétérition-là, que vous reprochez quelquefois à nos auteurs, serait, tout comme l'autre, une injure à l'histoire. La médisance, après tout, qui raconte le mal *vrai*, reste fidèle encore à la loi de la vérité, qu'offensent au contraire les imputations mensongères de la calomnie.

Mais il y a manière de médire. Toute vérité n'est pas bonne à publier partout, devant n'importe qui. Pour une conscience honnête, le souci de la probité historique, en certains cas, est un *prétexte* qui n'est pas une *excuse*, et n'empêche point la médisance d'être une mauvaise action.

Maxima debetur puero reverentia... Nos auteurs d'histoire laïque l'entendent bien ainsi. Prudemment, ils passent sous silence les vilaines pages de l'histoire des révolutionnaires, des libres penseurs et des républicains, tant ils ont à cœur de ne laisser à leurs lecteurs qu'une édifiante estime de la Révolution, de la République et de la libre pensée. Mais là s'arrête leur révérence pour les susceptibilités du jeune âge. Autant ils trouveraient criminel de lui révéler trop tôt les ombres susceptibles de gâter l'éclat du tableau naturaliste, laïque et politique, qui leur est cher, autant il leur paraît méritoire de détruire, chez nos enfants, par l'impression du scandale, dès le premier éveil de leur pensée, la mauvaise graine de l'esprit religieux. Ils trouvent qu'on n'aura jamais trop vite ni assez rendu odieuse la religion à leurs yeux.

Aussi leurs Manuels d'histoire ont-ils tous la perfidie de mettre en évidence, au premier plan, avec gravures très suggestives à l'appui, les vilains traits les plus susceptibles de laisser dans l'âme de l'enfant une émotion forte d'horreur et de mépris pour la religion catholique.

Rapacité des gens d'Eglise à l'époque féodale, despotisme des prélats marchant de pair

avec le despotisme des seigneurs et des rois pour écraser le pauvre peuple, envahissements de la papauté dans la politique et triomphe de Philippe le Bel sur Boniface VIII, futilité et sottise des expéditions saintes dites « Croisades, » l'Inquisition et Galilée, le massacre des Albigeois et des Vaudois, la Réforme de Luther et de Calvin présentée comme un remède nécessaire à la corruption de l'Eglise au XVIe siècle, les horreurs des guerres de Religion, la Saint-Barthélemy, la révocation de l'Edit de Nantes, etc..., voilà les thèmes favoris qu'on développe avec complaisance, les bons motifs de haïr l'Eglise qu'on encadre dans des commentaires et des lectures appropriés, de jolis sujets de « questions » et de « devoirs » sur lesquels on ne manque pas de fixer vigoureusement l'intelligence et la mémoire des élèves.

— Ces pages sombres sont de l'histoire, dit-on, du document scientifique, des parcelles de vérité ; or toute vérité est bonne à connaître et à goûter de près.

— Documents scientifiques aussi, et parcelles de vérité, choses bonnes à connaître aussi, les drogues contenues dans les bocaux d'une pharmacie ! Laisse-t-on les enfants en approcher, les manipuler, les goûter ? Et pourquoi cette loi d'index qui prohibe aux profanes le contact de ces « parcelles de vérités chimiques, » sinon parce que toute vérité chimique n'est pas également bonne à mettre au grand jour, qu'il en est de *bonnes* et de *mauvaises* suivant les sujets ou les cas, de salutaires et de dangereuses à goûter de trop près ?

Pourquoi, plus simplement, interdire aux enfants le spectacle et la lecture des productions pornographiques ? Estime-t-on que la santé du corps soit chez eux plus précieuse que celle de l'âme, leur correcte conduite morale plus digne de sollicitude que le bon équilibre de leurs jugements, le vernis extérieur de leur personne seule chose qui compte, alors qu'on peut faire bon marché de l'esprit religieux dans leur formation pédagogique ? L'éducateur qui s'empresserait de révéler à un enfant de sept ans les turpitudes de sa famille, serait un criminel. L'Eglise, elle aussi, est une mère, et à supposer que la perversion des hommes ait fait jaillir des taches sur sa robe, que doivent penser les catholiques du maître d'école dont l'âpre et unique souci est d'étaler aux yeux de ses élèves ces taches habilement grossies et multipliées, tout en leur dissimulant avec plus d'habileté encore les splendeurs de sa personnalité et de sa vie bienfaisante dans l'histoire de la civilisation française ?

Ainsi exploitée, la médisance devient un mensonge, et plus même qu'un mensonge : c'est un crime, un attentat à l'innocence, à l'esprit religieux des enfants ; donc, une violation flagrante de la neutralité. Nous protestons !

LA CALOMNIE. — La médisance, après tout, nous en avons convenu, rentre dans le programme de la vérité historique et ne tient en définitive son méchant caractère que du cadre où on l'expose. Tout autre est le cas de la calomnie, qui est pure erreur et mensonge.

S'ils n'étaient que médisants, les Manuels laïques d'histoire de France ne seraient pas, pour autant, excusables du tort grave qu'ils causeraient ainsi à la religion dans l'esprit des enfants. On pourrait, toutefois, les admettre à plaider les circonstances atténuantes, en raison des mœurs ultra-libres introduites récemment par la nouvelle critique historique, dont le premier principe semble être le système du « tout à l'air » en mal comme en bien, le fétichisme de l'exposition publique universelle du scandale documentaire.

En aucun cas la *calomnie* n'est supportable ! Toute conscience simplement honnête la réprouve ; l'histoire en rougit comme de la pire injure qu'elle ait à redouter, elle dont la raison d'être, et tout l'honneur, consiste précisément dans le respect sincère de la vérité. On verra, par les extraits que nous en donnerons bientôt, à quel point nos Manuels d'histoire laïque de France ont poussé l'art de la calomnie à jet continu à l'égard de la religion catholique.

Deux procédés très simples, tout à fait efficaces, ont été employés : le *procédé direct* qui tantôt profère carrément un mensonge historique, et tantôt affirme tout net le mal en formule d'absolue certitude, là où l'histoire impose l'obligation de rester sur la réserve du doute ; et le *procédé indirect* auquel tout paraît bon pour noircir l'adversaire détesté : les réticences perfides, les gravures, les allusions, les suggestions, les sous-entendus, les tours de phrase ambigus, les jeux savants de lumière, de couleur et d'ombre, les choix de lectures, les sollicitations du questionnaire, des sujets de devoirs, etc., etc.

1° Calomnies directes. — Elles sont compromettantes, parce que grossières, trop visibles, et sujettes à réfutation aussi facile que retentissante. Aussi n'en use-t-on qu'avec quelque précaution, assez rarement en somme, et dans les bons endroits, là où un lecteur non prévenu aura de la peine à les apercevoir. On en use néanmoins, avec plus ou moins de laisser-aller suivant l'audace variable du tempérament des auteurs.

C'est ainsi, par exemple, qu'on accuse Clovis de n'avoir épousé Clotilde la catholique et de ne s'être fait baptiser que par raison d'intérêt politique, et de s'être montré plus cruel encore après qu'avant son baptême ; Charlemagne, d'avoir fait la guerre de Saxe

uniquement pour forcer finalement, par la voie des armes, les Saxons à se faire baptiser ; saint Louis, d'avoir, malgré sa grande dévotion, fait percer au fer rouge la langue des blasphémateurs ; l'Eglise, les Papes et les rois, d'avoir sottement engagé la France dans la regrettable aventure des Croisades ; l'Eglise encore, d'avoir fait brûler Jeanne d'Arc ; cette Jeanne d'Arc, d'avoir refusé de se soumettre à l'autorité du pape ; Charles IX, d'avoir tiré sur les protestants d'une fenêtre du Louvre ; le Pape Grégoire XIII, d'avoir applaudi au massacre de la Saint-Barthélemy ; les Jésuites, d'avoir armé le bras des régicides ; Simon de Montfort, d'avoir tué 60.000 habitants de Béziers (qui dans ce temps-là n'en comptait que 20.000) ; le légat du Pape, d'avoir dit alors : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ; » les prêtres, d'avoir fait brûler Etienne Dolet pour traduction d'un livre qui n'était pas conforme à la doctrine catholique ; le catéchisme de l'Empire, d'avoir commandé aux enfants d'adorer Napoléon, etc., etc. ; toutes erreurs qu'aucun historien sérieux ne voudrait répéter aujourd'hui, ou que la critique récente mieux informée a maintes fois discutées et réfutées.

2° **Calomnies indirectes.** — C'est le triomphe du genre, l'arme meurtrière par excellence, dont l'esprit religieux des enfants reçoit des coups à toutes les pages de leur manuel, dans toutes les leçons où l'instituteur développe, à la façon laïque, les sous-entendus calomnieux du texte. Le lecteur en trouvera de nombreux exemples dans les citations que nous lui mettrons sous les yeux.

Le procédé a ceci de particulièrement méchant, et odieux en même temps, qu'il permet de suggérer l'erreur sans l'énoncer, de faire penser le mal sans le dire, de mentir tout en disant la vérité, de faire œuvre antireligieuse, efficace et profonde, sans en avoir l'air.

Signalons seulement, d'un mot en passant, les *trucs de calomnie indirecte* les plus employés dans nos manuels.

D'abord, le sophisme « *Ab uno disce omnes.* » C'est le système de la généralisation greffée sur un fait particulier où l'on englobe illogiquement toute une institution, un groupe, un ensemble.

L'*Eglise* est une chose : l'*homme d'église* en est une autre. Voilà ce que l'on se garde bien de dire aux petits primaires. Un homme d'église est-il en défaut ? L'on décrit complaisamment ses travers, ses vices, sa corruption, et l'on donne à conclure : « Voilà *la religion*, voilà l'*Eglise!* » La sincérité historique voudrait au moins qu'à côté de *tel* catholique, hideux à voir, on montrât *tel* autre dont l'histoire a gardé le souvenir édifiant. Point ! Ce serait favoriser la cause de l'Eglise, et donc violer la neutralité, qui permet de *l'écraser*, non de *la défendre*.

A lire ces « histoires laïques », il semblerait, en vérité, que tout le dogme, toute la morale, toute la sainteté, toute la bienfaisance sociale du catholicisme, tout le résumé, enfin, de son esprit et de sa vérité historique tiennent en raccourci dans la personnalité et les gestes d'un Simon de Montfort, des Guises, d'un Cauchon ou d'un Gaudry, d'un Montluc, d'un Richelieu ou d'un Louis XIV.

Nous autres, pour l'honneur de l'Université, nous nous refusons à penser que tous ses professeurs soient capables de raconter aux enfants l'histoire de France aussi malproprement que les Calvet, les Rogie-Despiques, les Brossolette, les Aulard-Debidour et Cie. L'Eglise, comme l'Université, est *une institution* qui demande à être jugée autrement que sur les aberrations de quelques-uns de ses membres, de quelques-unes de ses œuvres contingentes plus ou moins imprégnées de la malice personnelle des hommes.

Calomnie indirecte encore, la place énorme qui est faite, à dessein, dans ces histoires de France, aux *guerres de Religion*. Pas une occasion n'est omise de planter en violent relief les troubles occasionnés par les conflits d'ordre religieux. On ne s'inquiète pas de montrer tout ce qu'il y a eu de *civil* et de *local*, de *légal* même, et de *socialement justifiable*, dans ces conflits sanglants, où l'histoire honnête enseigne en quelle large mesure les catholiques n'ont fait usage que de leur droit naturel de légitime défense contre les attaques de leurs ennemis. Tout cela serait à la décharge de l'Eglise. On n'en souffle pas mot ! Il importe que dans la mémoire des enfants ces deux termes soient fortement soudés l'un à l'autre : *religion* et *guerre*. Tout l'enseignement vise à cette association d'idées, à travers laquelle les cerveaux primaires n'aperçoivent plus la religion que comme une *œuvre de discorde et de sang!*

Une œuvre aussi de cupidité et de despotisme, ennemie du progrès et du bien-être populaire. Et c'est là encore une autre forme de *calomnie* indirecte, singulièreemnt impressionnante pour des imaginations de 10 ans.

Que l'Eglise en France ait été riche, à certaines époques brillantes de son indiscuté prestige social, personne assurément ne songe à le contester. Encore faudrait-il s'entendre sur le détail, et faire surtout la différence historique qui convient entre les *établissements* publics religieux (paroisses, chapitres, collégiales, hôpitaux, menses de tout ordre, etc.) et les *personnes* ecclésiastiques elles-mêmes, séculières ou régulières.

Mais, enfin, mettons que l'Eglise, en bloc, était riche. Est-ce une raison suffisante pour la déshonorer aux yeux des enfants, auxquels on

sert perpétuellement, et Dieu sait en quels termes ! l'ignominieux parallèle du prélat, du curé ou du moine renté, dodu, jouisseur, avec le pauvre Jacques Bonhomme traité comme simple tête de bétail, pourrissant dans l'extrême misère, grouillant avec sa femme et ses petits en d'infects taudis, exploité cruellement par la vermine rongeante des percepteurs d'impôts et de dîmes de tout acabit, réduit parfois pour vivre à manger de l'herbe ou des rats crevés ! ! ! Rois, seigneurs et gens d'Eglise s'entendent pour se faire du lard avec la graisse du peuple. Ils ont tout, lui rien ! Ils vivent heureux, festoient, oppriment et brutalisent Jacques Bonhomme, dont l'existence n'est qu'une souffrance sans fin, une mort à petit feu.

Il y a bien à ce tableau des contre-parties historiques, qui pourraient en changer totalement l'aspect : le large emploi, par exemple, qu'a fait l'Eglise de sa fortune au moyen âge pour subvenir aux misères du pauvre, créer ces intitutions de bienfaisance qui restent sa gloire immortelle, remplir les caisses vides du trésor royal aux heures de détresse patriotique, sauver le précieux dépôt des lettres et des arts dans le silence studieux de ses cloîtres, répandre autour d'elle la dose d'instruction populaire compatible avec les exigences du temps, etc, etc.

Pas un mot de tout cela ! Pensez donc ! Les enfants pourraient en conclure que la religion est tout de même une chose estimable. Non ! pas cela ! Jamais ! Il faut qu'ils apprennent à la mépriser d'abord, pour la mieux détester ensuite, ainsi que font leurs maîtres. Et voilà le pourquoi de cette méthode historique calomnieuse qui consiste à découper dans les annales religieuses de notre histoire de France tout ce qu'il faut, et rien de plus, pour en combiner une physionomie aussi caricaturale et repoussante que possible de cette grande bienfaitrice populaire qu'a été chez nous, de tout temps, la religion catholique.

Calomnie encore, la manière dont nos auteurs présentent aux petits primaires l'Inquisition, ses procédures et ses bûchers et, d'un mot, ce qu'ils appellent « l'intolérance de l'Eglise, » au point d'oser dire que les catholiques sont tenus par leur religion de haïr le juif, le protestant, quiconque ne pense pas comme eux.

On verra, sur les documents que nous allons publier, quelle sombre émotion, et combien défavorable à la religion catholique ! doit secouer l'âme des enfants, et plus tard hanter leur souvenir, rien qu'à l'évocation sinistre de ces mots : Vaudois, Albigeois, dragonnades, révocation de l'Edit de Nantes, Etienne Dolet, de la Barre, Galilée (que vient faire Galilée dans l'histoire de France ?), etc., autour desquels flotte le hideux spectre de l'Eglise encadré dans une auréole d'incendie, de pillage et de sang !

Il y avait, en tout cela, à faire honnêtement la part des hommes et du temps, de la passion et des mœurs, des haines individuelles que l'Eglise a toujours maudites et des lois de droit public qu'elle a dû subir à contrecœur. Silence ! Pas un mot ! Il faut que les enfants connaissent l'accusation, et il faut aussi qu'ils ignorent la défense. Dégager l'Eglise de compromissions fâcheuses, serait servir la vérité ; mais ce serait aussi favoriser les curés. Cela, jamais ! On doit être neutre : donc, dire tout le mal qu'on sait de la religion, et taire tout le bien qu'en rapporte l'histoire.

Mais voici la pire des *calomnies* indirectes qui souillent cet enseignement laïque de l'histoire de France : L'Eglise y est d'un bout à l'autre représentée comme *l'ennemie du peuple*, l'obstacle historique à son bien-être. Telle est la conclusion fulgurante qui se dégage du savant tripatouillage primaire où les yeux de l'enfant sont perpétuellement aveuglés par la violente lumière, sans ombres, sans nuances, d'un tableau d'horreur dont il nous suffira de tracer ici l'esquisse à gros traits, en attendant que le lecteur puisse prochainement l'achever lui-même par l'exposé détaillé des textes documentaires qui seront soumis à son jugement.

L'Eglise donc, d'après nos Aliborons de haute et de basse Université, a toujours été l'alliée des forts et des riches contre le peuple, faible et pauvre ; l'alliée des rois et des seigneurs contre la classe souffrante des vilains et des serfs au moyen âge, des ouvriers et des paysans dans la suite. Le bonheur du peuple, c'était, on l'a bien vu depuis, — et on le voit bien aujourd'hui surtout, n'est-ce pas ? — c'était la *libre pensée* et *la République:* la libre pensée, qui mettait fin à l'ère lugubre de l'intolérance et des guerres de Religion, à la haine des hommes entre eux, et préparait le règne de la paix, de la fraternité universelle ; la République, qui mettait fin aux mille tyrannies détaillées du despotisme monarchique, faisait du peuple autre chose qu'un instrument de plaisir et de jouissance pour les rois et les prêtres, et lui restituait enfin son bonheur, — jadis confisqué au profit des rois, des seigneurs et des prêtres, — grâce au règne social universel de la liberté politique, de toutes les libertés !

Or, l'Eglise en France a toujours lutté contre la libre pensée : on le prouve par tous les épisodes fameux, soigneusement triés et mis en évidence, de son intolérance sanguinaire !...

Or, l'Eglise en France a toujours été hostile à l'émancipation républicaine du peuple : on le prouve par la situation sociale privilé-

gîée que lui a faite, au cours de notre histoire, son alliance étroite avec la royauté et l'aristocratie, par son antipathie pour l'expansion des libertés populaires, par sa haine pour le libéralisme, la Révolution et les principes sauveurs de 89.

Or, — encore, et toujours ! — l'Eglise s'est montrée réfractaire aux nouveautés qu'apporte avec elle l'évolution de la pensée libre et de la libre action, dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est aux libres penseurs, aux révoltés contre l'autorité du roi et l'autorité du dogme, aux génies dégagés des scrupules religieux, aux gens enfin qui, au lieu de mettre le bonheur de l'humanité dans le ciel, comme le veut la religion, ont eu l'audace de le mettre tout simplement à la portée du peuple sur la terre, c'est à ces gens-là qu'on doit les découvertes, les inventions, les procédés nouveaux et libres de bien-être et de vie heureuse dont vous profitez aujourd'hui, mes enfants !...

Donc, chers petits français, vous le voyez bien : la religion est l'ennemie séculaire du peuple, du progrès, du bien-être social. Rappelez-vous l'ignorance, la misère de vos ancêtres dans le passé, au temps où la religion régnait en maîtresse sur toutes les consciences ; et regardez ce qui se passe, maintenant qu'on est devenu libre de ne plus s'en occuper, qu'on vit sous le règne de la libre pensée et de la République, la grande, la vraie, la seule amie du peuple ! Et devinez, tout seuls, ce qui arriverait si les curés reprenaient le dessus comme autrefois ; ce qui arrivera, de meilleur encore, le jour où il n'y aura plus de religion ni de curés du tout...

Tel est l'horrible sophisme et l'horrible calomnie que distillent goutte à goutte, dans le cerveau de nos enfants, à toutes leurs pages, dans beaucoup de leurs gravures, dans leur texte cauteleux et dans leurs sous-entendus entre les lignes, tous ces Manuels laïques de morale et d'histoire.

Et les auteurs savent bien qu'en face de la leur il existe, au grand jour de la science, une école historique dont le jugement aboutit à une conclusion tout opposée, à l'apologie triomphale de l'influence populaire heureuse, toute bienfaisante et civilisatrice, de la religion catholique au cours de notre histoire de France tout entière.

Encore une fois, nous admettons que ces Messieurs de la laïque se croient en droit d'avoir *leur philosophie* de l'histoire et d'en propager autour d'eux l'enseignement. Ce qui ne passe plus, c'est qu'ils émettent la prétention de supprimer historiquement *l'autre philosophie* qui est en face, qu'ils lui refusent le droit d'existence et prosélytisme dont ils usent avec un parfait sans-gêne pour la leur.

S'ils veulent être neutres, qu'ils aient donc la pudeur de raconter les faits tels qu'ils sont, sans encadrement ni commentaires tendancieux, sans y mêler de philosophie interprétative d'aucune sorte, et qu'ils le fassent avec la sincérité objective et intégrale qui est le premier devoir d'honnêteté de la critique historique.

Dès l'instant où une *doctrine* se mêle à l'histoire, la neutralité cesse. Nous protestons ! Ils veulent conquérir l'âme des enfants à *leur philosophie*. Nous protestons au nom du droit égal que nous avons de les conquérir à *la nôtre*.

Ils insultent l'Eglise que nous révérons, ils salissent les pages de l'histoire où nous la savons immaculée. Nous passons l'éponge, avec la dose d'acide qui convient, pour la purger de ces immondices. Si c'est piété de notre part, c'est vérité aussi, et surtout c'est *liberté, liberté de penser*, identique à la leur.

Où est notre crime, notre délit, où est notre faute contre les lois, contre l'histoire, contre le bon sens ? Quel tribunal français voudra solennellement prendre à son compte cette grotesque affirmation que, seule est vérité infaillible *une philosophie d'Etat*, la philosophie libre penseuse de l'histoire, et qu'il n'y a que pour celle-là seulement liberté de se montrer, de s'imprimer, d'envahir la première le cerveau de nos petits enfants ?

L'ANACHRONISME. — J'écris la phrase que voici : « LES MANUELS CONDAMNÉS PAR LES EVÊQUES SONT DES ŒUVRES très vilaines, EXCELLENTES pour corrompre le sentiment religieux et fausser l'esprit des enfants, DIGNES DE FIGURER PARMI LES PRODUCTIONS sectaires LES PLUS anti-RELIGIEUSES DE NOTRE ÉPOQUE. »

Survient un monsieur, armé d'une paire de ciseaux, qui découpe les mots imprimés en petites capitales et bâtit cette autre sentence, extraite de mon texte, et qu'il signe de mon nom :

« LES MANUELS CONDAMNÉS PAR LES EVÊQUES SONT DES ŒUVRES EXCELLENTES, DIGNES DE FIGURER PARMI LES PRODUCTIONS LES PLUS RELIGIEUSES DE NOTRE ÉPOQUE. »

Que dites-vous de ce monsieur-là ? Ainsi procèdent nos auteurs d'histoire laïque. Ils découpent dans la trame continue de la vie d'un peuple certains faits, qu'ils transportent dans un milieu entièrement différent, où ils prennent, naturellement, en vertu de cette transposition fantaisiste, une valeur de signification tout autre que celle qu'ils ont eue en réalité dans leur temps. Ce sont des mots qu'on isole de leur naturel contexte, pour mieux les trahir, des tableaux qu'on sépare de leur cadre pour mieux tromper les simples sur leur âge véritable. C'est le *truquage de l'anachronisme*, duperie honteuse entre toutes pour l'honneur d'un historien.

C'est aussi, entre tous, le sophisme qui

sévit de la façon la plus habile et la plus persévérante dans les *Manuels*, sans doute parce qu'on le sait très captieux, difficile à soupçonner et assuré du bon effet de mensonge qu'on en attend.

Cette note absolument caractéristique, et malhonnête, de l'art laïque avec lequel on déshabille l'histoire de France à l'école primaire vaut la peine qu'on s'y arrête. Expliquons-nous bien.

Prenons pour exemple, parmi cent autres exploités de façon analogue, les conditions de vie du serf au moyen âge. Il y a deux manières d'en parler. L'une, qui consiste, tout loyalement, à présenter ce *mot* dans la *phrase historique* qui lui sert de contexte, à montrer donc le serf dans son temps, dans ses mœurs ambiantes, dans le cadre où il a existé, et à juger son cas à la lumière propre de son époque, sous le jour et dans les circonstances où il a vécu, à le photographier enfin, lui et son seigneur, dans la perspective objective, exacte, du paysage d'ensemble où sa vie s'est déroulée. Telle est, pour tout historien sérieux, la vraie et seule méthode sincère d'écrire l'histoire du serf et de la féodalité.

Il en est une autre, celle du monsieur aux ciseaux, du découpeur de lettres dont je parlais tout à l'heure. La recette est simple. On fait sortir le mot de sa phrase ; on isole le serf du milieu historique de sa vie, et dans le plein jour cru de notre actuelle civilisation on met brutalement sa « misère » en parallèle avec le bien-être d'un ouvrier ou d'un paysan « heureux » de notre temps. Mais, la misère du serf n'est pas le tout de son histoire. Sa mentalité aussi est historique, et historique encore la mentalité ambiante de son époque. Le *serf de l'histoire* n'est donc pas le serf tel que *veulent le voir* les Aulard et Debidour de la laïque, mais le serf tel qu'il s'est vu lui-même, tel que l'a vu l'histoire vécue de son temps.

L'enfant s'apitoie, gémit, recule épouvanté devant ce spectre d'abjection et de souffrance, devant cette physionomie repoussante, dont on emprunte les traits à l'histoire, comme notre artiste découpeur ci-dessus composait une phrase à son goût avec des mots très historiquement tombés de ma plume, empruntés à une phrase de moi, donc parfaitement authentiques.

Ce que l'enfant ne voit pas — le verra-t-il jamais ? — c'est que le *serf du Manuel* n'est pas plus le vrai *serf de l'histoire* que le mot, transposé d'une phrase dans une autre, n'est le vrai mot historique de la phrase originale dont on l'a séparé. Le pauvre petit gardera, violemment enfoncée dans son imagination, cette idée que le serf, les ouvriers, le pauvre peuple enfin, a, sous la cruelle tyrannie des rois, des seigneurs et des curés, mené pendant des siècles et des siècles une vie épouvantablement malheureuse, jusqu'au jour où la libre pensée et la République sont enfin venues briser ses chaînes et lui apporter la joie de vivre heureux avec la liberté.

Tel est le *mensonge d'anachronisme* à jet continu dont on peut dire, en vérité, qu'il est la note dominante, la tendance à peine déguisée, et comme l'ossature de tous ces manuels laïques d'histoire de France.

C'est avec ce parti pris d'interprétation anachronique, de démarquage habile et voulu, de faux éclairage et de fausses couleurs projetées sur le mot isolé de sa phrase, sur le tableau arraché à son cadre, qu'on raconte aux enfants, comme choses de tout point horrifiques, sans apparence d'excuse ou d'interprétation historique acceptable : toutes les guerres de Religion en général, et en particulier les épisodes de la lutte entre les catholiques et protestants aux XVI^e et XVII^e siècles, la croisade des Albigeois, le massacre des Vaudois, l'Inquisition (sans jamais distinguer l'Inquisition *politique* de l'Inquisition *religieuse*), les supplices de Dolet et de La Barre, la St-Barthélemy, la Révocation de l'édit de Nantes, les Dragonnades, etc, etc. : autant de *mots* qui, pris à part, affectent désagréablement nos oreilles d'aujourd'hui, mais qui ont une tout autre sonorité, le plus souvent juste, nullement compromettante en tout cas pour l'Eglise, quand on les lit ou qu'on les entend dans la phrase originale à laquelle historiquement ils appartiennent et dont il y a crime de lèse-critique à les séparer.

L'homme qui a lu et réfléchi, qui sait toute son histoire, juge autrement ces faits d'apparence scandaleuse. Il sait, par exemple, que si, du temps de saint Louis, l'on perçait au fer rouge la langue des blasphémateurs, c'était là une pénalité de droit légal public parfaitement acceptée par l'esprit du temps, ni plus ni moins blâmable, en définitive, que toutes les pénalités fixées au cours des âges, suivant les convenances du milieu, par les codes de tous les peuples, pour des délits déterminés, délits dont l'appréciation a pu varier avec le temps, mais dont la caractéristique historique vraie doit se prendre dans les mœurs — dans la phrase — de l'époque où ces lois sociales ont voulu les atteindre.

Cet historien sérieux ne pensera donc pas, et surtout n'aura pas l'impudeur de dire à des enfants que saint Louis, malgré sa dévotion, ou plutôt à cause de sa dévotion exagérée, est personnellement responsable devant l'histoire de la cruauté avec laquelle il a persécuté les blasphémateurs de son temps.

Et ainsi de tout le reste, de tout le stock d'horreurs que les *Manuels* racontent complaisamment avec un toupet anachronique sans nom, afin que les enfants en retiennent

une impression répulsive, d'horreur sans mélange, et y trouvent autant de motifs, sans contrepoids, de haïr comme ennemies du bien-être de l'humanité, la religion catholique et la royauté.

Cent fois les apologistes catholiques, et avec eux nombre d'historiens sérieux libéraux et mêmes libres penseurs, ont lavé l'Eglise de ces souillures. Nos historiens laïques n'ignorent pas cela. Ils souillent cependant à plaisir, comme s'il n'y avait qu'une certitude en histoire, qu'une infaillible manière de l'interpréter, la leur, celle dont ils ont besoin pour ruiner l'esprit religieux dans l'âme des enfants. Si ce n'était là que mensonge, nous pourrions peut-être nous taire encore ; mais c'est outrage gratuit à l'Eglise et violation de neutralité. Nous protestons !

LE SOPHISME DE LA « VIE HEUREUSE. » — Suite complémentaire de ce qui précède, et simple cas particulier du truquage d'anachronisme appliqué à ce que nos Manuels de *Morale* et d'*Histoire* appellent la « *vie heureuse.* » Il vaut d'être étudié à part.

Voici ce qu'on répète à satiété aux enfants, par l'écrit, la parole et l'image : — L'homme primitif était très *malheureux,* une vraie brute, à peine supérieur aux bêtes qu'il avait à combattre pour défendre sa propre existence. Peu à peu, mais très lentement, — il lui a fallu pour cela des centaines de siècles ! — il s'est péniblement débarrassé des tares les plus dégradantes de son animalité originelle, non sans en garder, même en plein XX[e] siècle, dans les bas fonds de sa nature, ces traces et souvenirs fâcheux que M. Payot appelle « ses revenants. » (Voir ci-dessus, p. 23).

Arrivée au seuil de l'histoire, l'humanité était encore bien grossière, bien *malheureuse*. Le peu qu'on sait de la période immédiatement préhistorique nous montre à quel point étaient rudimentaires ses moyens de vie, et par là-même à quel minimum étaient réduites les jouissances de l'homme accablé de toutes parts sous la misère, on ne peut plus mal armé pour s'en défendre.

Voyez aussi, mes petits enfants, ce qu'ont été nos ancêtres connus des premiers temps, les Gaulois par exemple, et les Francs. Des sauvages, aux instincts féroces et guerriers, mal logés, mal nourris, mal chauffés, ignorants comme des carpes, brutaux à plaisir, malpropres et malpolis, carnassiers, toujours sur le qui-vive pour échapper aux embûches des luttes fratricides, des inclémences de la nature ou de la dent des animaux. Etaient-ils assez *malheureux* dans ce temps-là ! !

Puis, ayant eu de bonne heure l'idée de se grouper en société, ils ont commencé à trouver plus d'agrément à la vie. Mais cela ne suffisait pas, qu'ils fussent en société, à cause de la tyrannie des plus forts qui se mit, comme toujours, à écraser les plus faibles.

Voyez ce qui s'est passé au temps de la féodalité, au moyen âge, et même, allez ! sous toute la royauté française, jusqu'à 1789. La masse populaire, le vulgaire troupeau des serfs, des manants, des paysans, des ouvriers, a été odieusement exploité par le despotisme social absolu des rois, des aristocrates et des curés. Toujours, le bonheur du peuple a trouvé un obstacle dans la monarchie de droit divin et dans la religion. Toujours vous voyez l'ascension lente du peuple vers une vie plus *heureuse*, jalonnée par les étapes de ses révoltes successives contre le trône et l'autel, pour la conquête de la Liberté de penser et de la République, c'est-à-dire de son indépendance morale et sociale, religieuse et politique.

Voyez au contraire, petits Français, la vie du peuple aujourd'hui, la vie du paysan, de l'ouvrier. Combien plus *heureuse* qu'autrefois ! A qui et à quoi doit-on l'épanouissement de toutes les libertés ? sinon à ce qui a fait disparaître les tyrannies, les servitudes, les oppressions de l'ancien temps, c'est-à-dire au progrès social de la civilisation et à tous les hommes au cœur libre et fier qui se sont généreusement sacrifiés pour tirer le peuple de l'ignorance et de l'abjection où ses tyrans avaient intérêt à le maintenir, qui se sont affranchis de toutes les contraintes pour étudier librement la nature, lui demander les secrets du *bonheur*, et faire toutes ces belles découvertes, ces inventions merveilleuses, dont nous jouissons aujourd'hui.

Toute l'histoire de France n'est que l'histoire de l'affranchissement religieux et politique du peuple, l'histoire des progrès de sa vie de plus en plus *heureuse* à mesure que se sont développés chez lui l'esprit de libre pensée et l'esprit républicain.

Voyez, maintenant, ce qui vous attendrait si nous revenions au régime de l'intolérance des prêtres et au régime monarchique. Souvenez-vous de cela, petits Français, et criez bien haut, bien fort, de tout votre cœur reconnaissant pour ceux qui nous ont fait la *vie heureuse* d'à présent : « Vive la République ! Vive la Libre Pensée ! »

Voilà ce que clame sur tous les tons à nos petits enfants l'enseignement laïque de la morale et de l'histoire dans nos écoles publiques.

Jetons bas d'un seul coup cet édifice de passion sectaire et de mensonge. Une chiquenaude y suffira. Tout cela n'est qu'une construction de métaphysique antireligieuse, frauduleusement donnée pour de l'histoire, alors que c'est du pur roman, frauduleusement bâtie sur des faits auxquels une construction toute différente, une tout autre métaphysique, peut

et doit beaucoup plus parfaitement s'adapter.

Qu'est-ce que la vie heureuse? Aucun de nos auteurs n'a souci de le dire, et pour cause. Une définition est nécessairement chose d'ordre philosophique, où il faut choisir et ranger des idées. Ces Messieurs seraient donc dans la nécessité de montrer des idées qu'ils cachent, des arrière-pensées « un peu fortes » qu'ils ont intérêt à dissimuler, s'ils s'avisaient de dire à leurs élèves ce qu'est, dans leur métaphysique matérialiste et antireligieuse à priori, la définition de la vie heureuse.

Aussi, très prudemment, se contentent-ils de présupposer chez l'enfant cette idée de *vie heureuse*, sachant très bien que, par tous ses instincts, plus ou moins naturels et bas, il y met avant tout la volupté sensible des jouissances du corps, de la santé, des appétits. Au besoin ils l'aident occasionnellement à accentuer ce concept « matérialiste » de la vie humaine heureuse :

1° En ne lui parlant jamais des autres éléments possibles de bonheur, empruntés à l'ordre surnaturel de la foi et de la grâce ;

2° En lui parlant peu — le terrain est glissant ! — des éléments de bonheur que procurent à la vie les jouissances spirituelles du vrai dans l'intelligence et du bien dans la volonté consciente, et morale d'une moralité plus solide et reposante que celle des Manuels laïques à la Payot ;

3° En faisant, au contraire, miroiter à ses yeux le clinquant des voluptés sensibles et sensuelles qu'ajoute aux commodités naturelles de l'existence humaine actuelle le progrès matériel des arts et des sciences, dans tous les ordres de la jouissance matérielle limitée à la vie présente, sans lendemain d'immortalité.

De quel droit un historien, en présence d'un *fait* historique, se permet-il de coller dessus son *idée* à lui, en disant : « Ce fait est *bon*, ce fait est *mauvais* » ? Bon ? Mauvais ? Qu'est-ce à dire, sinon que ce fait est, dans la pensée de cet idéologue, conforme à sa petite philosophie particulière — ni historique, ni documentaire, n'est-ce pas ? — sur le bien et le mal, la vie *heureuse* et *malheureuse?*

C'est du roman, Monsieur, que vous écrivez ainsi ; ce n'est pas de l'histoire. C'est la trame des faits réels que l'on vous demande, rien de plus ; et c'est de la broderie que vous nous servez !

Faut-il vous le répéter une fois encore ? Je ne vous reproche pas d'avoir un certain concept à vous de la vie heureuse, du bonheur humain. Ce que je vous reproche, — et je vous mets, devant tous les penseurs libres et loyaux de l'univers, au défi de vous laver de ce reproche, — ce que je vous reproche, c'est de paraître ignorer que *votre* concept du bonheur humain n'est ni infaillible, ni unique, dans l'histoire de la pensée ; de le couvrir de la certitude de l'histoire dans votre manuel ; de l'enfoncer violemment, à l'exclusion de tout autre, dans le cerveau des enfants, auxquels vous imposez comme un dogme absolu *votre* philosophie matérialiste de la vie heureuse, à propos d'histoire, ce qui est tout à la fois une atteinte portée à la *nôtre*, — violation de neutralité, — et un outrage au bon sens de la critique historique qui défend rigoureusement de mêler le roman — disons, si vous le voulez : les idées universelles de la métaphysique — aux réalités individuelles, contingentes et vécues de l'histoire.

Qu'est-ce que la vie heureuse? C'est une affaire *subjective*, toute subordonnée aux conditions intimes de la personne, dit la psychologie. Eh bien, alors ? Où prenez-vous vos renseignements ? A qui et à quoi demandez-vous le droit d'affirmer, par exemple, que le serf féodal était très *malheureux*, alors que le paysan moderne est très *heureux?* Les avez-vous par hasard confessés ? Vous ont-ils, l'un et l'autre, ouvert leur conscience, révélé l'état psychologique de leur âme ?

Faut-il donc vous apprendre, historiens de mauvaise foi, que le bonheur de la vie est en raison directe des désirs satisfaits [1], et que la somme des désirs dans le cœur humain est une quantité indéfiniment variable, suivant la diversité des personnes, des lieux, des temps, et d'une foule de circonstances qui échappent à la formule des synthèses et des statistiques ?

[1] Il va sans dire que nous ne formulons pas ici une doctrine complète, et en règle, de la théorie du bonheur. Notre pensée est d'y revenir dans une étude un peu plus sereine et profonde, plus dégagée que celle-ci des préoccupations de l'argumentation polémique, contre des adversaires dont il importe, avant tout, de river les mauvais clous, quitte à se réserver d'en enfoncer d'autres, plus tard, aux bons endroits dans leur propre ouvrage.

Pour être, à notre point de vue propre, tout à fait correcte, la définition du bonheur, ou de la vie heureuse, devrait comporter un mot que nous avons omis à dessein, comme inutile pour l'argumentation *ad hominem* dont nous avions besoin.

Il y a désirs et désirs. Tous ne sont pas légitimes. Seuls constituent la vie heureuse les désirs légitimes satisfaits. Les autres, encore que leur privation soit pénible à l'homme par quelque endroit, seraient cependant, par leur satisfaction même, une cause de vie malheureuse, en raison précisément de leur immoralité, de la sanction qui les attend, du désordre final qu'ils introduisent dans l'ensemble physique et moral bien équilibré de la vie humaine, considérée non pas dans un moment du temps ou de l'espace, mais dans son ensemble, y compris les sanctions finales de l'éternité.

Mais cette réserve n'a rien à voir avec la critique nécessaire et suffisante de la « vie heureuse » telle que nous la présentent les Manuels. Sans soulever le point de morale qui se trouve intéressé dans la légitimité du désir, à ces messieurs qui ne voient que le côté physique de la vie heureuse sur la terre, il suffisait de répondre : D'où savez-vous que l'homme d'autrefois souffrait plus de *désirs non satisfaits* que l'homme d'aujourd'hui, chez lequel précisément le progrès de la civilisation matérielle allume, surtout dans le peuple, plus de désirs qu'il n'en peut satisfaire ? Vous concluez du dehors au dedans, de l'apparence à la réalité, de l'idée au fait, sur une conception métaphysique fausse de la vie humaine heureuse que vous introduisez frauduleusement dans l'histoire. Vous trompez les enfants, en doctrine et en fait, par votre sophisme de la « vie heureuse ».

Vous dites bien aux enfants : « Voyez comme on est *heureux* aujourd'hui de voyager en chemin de fer ; on n'avait pas cela autrefois ! » Qui de vous a la loyauté de leur dire : « Les hommes n'avaient pas de chemins de fer autrefois, mais *ils n'étaient pas plus malheureux à cause de cela;* ne les connaissant pas, n'en ayant même pas l'idée, ils ne s'en trouvaient pas *privés;* car, voyez-vous, mes enfants, la souffrance, le malheur de la vie, consiste à être *privé* d'un bien qu'on désire et qu'on ne peut se procurer. Ne comparez jamais le bonheur de la vie à deux époques par ses côtés *extérieurs*, ses apparences, mais par le sentiment *intérieur* de joie ou de souffrance que les hommes ont dû éprouver dans les circonstances différentes où ils ont vécu. Ne vous permettez jamais aucune sorte d'anachronisme en histoire. C'est très vilain et c'est mensonge. »

Parler ainsi serait honnête, et du pur bon sens. Mais ce serait enlever toute sa force à l'argument de « *la vie heureuse due aux progrès de la Libre pensée et de la République.* » Or, il *faut,* à tout prix, que ces petits soient libres penseurs et républicains ! Et l'on se tait !... ou l'on ne parle que pour mentir aux autres et à soi-même !

Qu'est-ce que la vie heureuse? C'est assurément la jouissance *individuelle* que procure à chacun de nous, pris à part, le temps de son existence sur la terre. Or, voyez où se cache, là encore, la perfidie du sophisme. Ces Messieurs, sans le dire jamais, ont bien soin de laisser de côté la considération, fondamentale pourtant, de la *vie heureuse individuelle,* pour n'offrir à l'admiration de leurs élèves que les embellissements et progrès de la vie heureuse de l'*humanité en général.*

Mais qu'est-ce que cela l'*humanité,* et sa vie heureuse correspondante ? Une idée universelle, rien de plus ; une abstraction creuse, sans vie ni réalité en dehors du cerveau qui la fabrique.

Il y a loin — l'infini — entre l'humanité générale et cet échantillon d'humanité qu'est Pierre, Paul ou Jacques. Est-il assez énorme, le sophisme qui conclut ainsi : « L'humanité a présentement des moyens et facilités de vie heureuse qu'elle n'avait pas autrefois ; donc, Pierre, Paul, Jacques, sont aujourd'hui plus *heureux* que n'étaient leurs ancêtres, les Pierre, Paul, Jacques du temps jadis ! »

Pardon ! Il reste un trou à combler entre l'antécédent et la conclusion ! Il faudrait établir que l'*idée* est réalisée dans le *fait,* qu'il y a lien logique de l'un à l'autre, que nos Pierre, Paul et Jacques du XX^e^ siècle sont heureux de tout le *bonheur global* de notre présente *humanité,* et aussi que les Pierre, Paul et Jacques du X^e^ siècle étaient malheureux de toute la *misère globale* de cette époque, telle qu'elle apparaît à nos yeux contemporains.

Que M. Payot se réjouisse de voir le genre humain progresser tous les jours davantage vers la perfection, aussi intellectuelle et transcendante qu'Inconnaissable, qu'il imagine être la fin dernière et le suprême bonheur de l'*humanité* FUTURE, c'est son affaire ! Mais, qu'il laisse, comme vie heureuse vécue, à Pierre, Paul et Jacques, ouvriers ou paysans, le bonheur d'être des *agents volontaires de cette évolution métaphysique et supérieure vers l'Inconnaissable*, dont il contemple, lui Payot, le béatifiant spectacle du haut de sa tour d'ivoire, voilà — nous le lui avons dit ailleurs — ce que Pierre, Paul et Jacques trouveront un peu mesquin, et néant, comme tranche de vie heureuse vécue !

C'est du dehors et au dehors que ces Messieurs aiment regarder la morale et la vie heureuse de l'homme. Sophisme et duperie ! C'est au dedans de chacun de nous qu'elle existe, pas ailleurs ! C'est pour le dedans de nos facultés de jouir que nous la réclamons, non point pour le dehors des savantes observations des Payot et C^ie^ ! C'est en nous, au plus profond de notre âme et de notre chair sensible, qu'est notre bonheur, et non dans la spéculation abstraite de ces métaphysiciens en chambre.

Le progrès matériel de la vie allume aujourd'hui dans l'âme populaire beaucoup plus de convoitises qu'elle ne peut en satisfaire. Va donc pour l'*humanité* plus heureuse ! Mais l'âme populaire, qui souffre de privations sans cesse croissantes et plus aiguës, est-elle pour cela plus heureuse ? ?

Le progrès moral n'a pas suivi l'autre. D'où pour l'homme moderne, une déchéance de vie heureuse : le bonheur spirituel de la conscience fortement moralisée lui manque de plus en plus. Va donc pour l'*humanité* plus heureuse, en raison du confort croissant de sa vie matérielle ! Mais l'âme populaire, qui ne goûte plus les jouissances du cœur, est-elle pour cela plus heureuse ?

La nature est courte. La foi lui apportait jadis un précieux complément de force et de jouissance surnaturelles à travers les misères de la vie. On a ramené le peuple à la nature. Va donc pour l'*humanité* plus heureuse, en raison des expansions de toutes les naturelles libertés ! Mais l'âme populaire, vide du paradis anticipé de la foi et de la grâce, est-elle pour cela plus heureuse ?

Le sujet est d'importance très particulière. Nous y reviendrons peut-être quelque jour pour l'analyser de plus près. Nous en avons assez dit pour nous faire bien entendre de nos lecteurs, et aussi, sans doute, des metteurs en scène du fameux *Sophisme de la vie heureuse.* Ils prennent *leur* concept philosophique

du bonheur humain, matérialiste et naturaliste, pour frapper lourdement sur le *nôtre*. C'est de la guerre, et de la mauvaise guerre. Nous protestons ! Sur ce point-là encore ils bourrent l'imagination et l'intelligence de nos enfants d'idées qui sont la contradiction violente des nôtres, qui suent la négation de Dieu, de la vie future, de la foi surnaturelle, qui tuent et rendent impossible tout esprit religieux dans leur éducation morale. Nous sommes en cas de légitime défense. Nous ripostons. Si la neutralité consiste pour ces Messieurs à nous écraser, très bien ! nous allons à notre tour l'entendre ainsi. A moins qu'ils ne désarment, c'est un duel à mort !... Qu'ils se le disent. Et l'on verra bien à qui restera le dernier mot sur le champ de bataille.

L'ILLUSTRATION. — Il nous faut protester aussi, et de toutes nos forces, contre ce qui est peut-être la forme de calomnie la plus odieuse dans ces méchants petits livres : *l'illustration*.

L'image frappe l'esprit de l'enfant beaucoup plus que l'idée. Elle l'intéresse, fixe son attention et laisse après elle pour longtemps, pour toujours même, l'ineffaçable trace d'un souvenir parlant. Or, il y a quelque chose encore de plus machiavélique dans ces *Manuels* que l'habileté pernicieuse de leur rédaction à tendance sectaire anti-religieuse : c'est l'art vraiment infernal avec lequel ils sont illustrés. Nous parlons, bien entendu, des illustrations qui intéressent et violent la neutralité en suggérant à l'enfant, dans des scènes appropriées, des pensées de haine pour la religion, jamais d'estime.

Ici, c'est la vision de gros moines dodus qui s'emparent hautainement de la dîme, à côté de pauvres diables mal vêtus, maigres, miséreux et affamés à plaisir ; là c'est le clergé, évêque en tête, qui assiste joyeusement au supplice d'Etienne Dolet ; ailleurs, la scène ignoble de Gaudry assassiné dans son tonneau ; plus loin, l'exhibition lamentable de la misère des serfs en quatre petits tableaux suggestifs à souhait ; ou des épisodes accentués des Dragonnades, du massacre des Vaudois, des Albigeois, etc., etc. Gravures en général bien dessinées, fort claires, tout à fait significatives, dont le caractère anti-religieux est ordinairement précisé par une courte et cinglante légende explicative.

Il faut décerner ici, tout à part, une mention déshonorante à MM. Rogie et Despiques, pour l'habileté perfide qu'ils ont mise à exploiter par l'illustration le *sophisme de la vie heureuse*, dans leur volume intitulé : *Petites lectures sur l'histoire de la civilisation française*.

Imaginez l'antithèse, maintes fois répétée au cours du livre, entre la vie heureuse d'aujourd'hui et la vie malheureuse d'autrefois, dans la juxtaposition de deux gravures dont l'une, à gauche, représente une scène de la vie humaine au temps passé, l'autre, à droite, une scène de la vie civilisée d'à présent, les deux, bien entendu, dessinées avec l'exagération de trait qui convient pour bien mettre les charmes de la vie moderne en opposition violente, aussi crue que possible, avec l'esquisse horrible et caricaturale de la vie d'autrefois.

Voici, par exemple, dès la première page, à droite, un joli cadre champêtre où l'on voit Monsieur, Madame et Bébé, bien endimanchés, se promenant, joyeux et bien portants, dans une grande allée plantée de beaux arbres, avec, au fond, un joli chemin de fer et quantité de fils télégraphiques... Le bonheur, quoi !

A gauche, deux pauvres diables, l'homme et la femme sans doute, et sans doute aussi un enfant sur l'épaule de celle-ci : on ne sait, le dessin est si mal fait, si grossier !... Ces pauvres gens, à peu près nus, courbés, harassés, les cheveux en désordre, cheminent péniblement, un bâton à la main, dans un marécage, avec de l'eau jusqu'aux genoux, à travers un décor sauvage, inculte, repoussant. Le malheur, quoi !

Un peu plus loin, autre antithèse. A droite, un intérieur assez bourgeois, et distingué, ma foi ! avec étagère bien garnie de vaisselle, une table bien servie, le potage bien chaud dans une jolie soupière apporté par Madame gentiment peignée, costumée, à un Monsieur très chic et à deux jolis enfants... Le bonheur, quoi !

A gauche, un être assis, qu'on doit, d'après les jambes, supposer appartenir à l'espèce humaine, mais qui pour tout le reste est un ours, avec chevelure inculte et peau de bique obligatoire, qui fait goulûment le geste d'avaler on ne sait quoi, un rat crevé peut-être, ou quelque charogne misérablement ramassée n'importe où... Le malheur, quoi !

Et ce « leitmotiv » se répète, avec des variantes savamment choisies, tout le long du volume.

Le chemin de fer et les tables bien servies sont choses modernes. Il est bien que l'enfant sache cela, c'est de l'histoire, comme est historique aussi la condition de vie humaine matérielle moins confortable autrefois qu'aujourd'hui. Là où la métaphysique et le *sophisme* interviennent, c'est dans l'opposition des deux termes, dans l'*idée* qu'on en veut dégager et suggérer à l'enfant, à savoir qu'à la vie *malheureuse* de jadis a succédé la vie *heureuse* d'aujourd'hui. Or, jadis c'étaient les seigneurs, les rois, les prêtres, la religion intolérante... ; et aujourd'hui, pensez donc ! nous sommes en Libre pensée et en République...

Vous comprenez, n'est-ce pas ?... et l'enfant aussi !

Tout cela ne se décrit pas ; il faut voir, comme nous avons vu de près, ces méchantes petites images, pour avoir idée du mal énorme qu'elles font à la population impressionnable de nos petits primaires, étant donné surtout le commentaire écrit et oral dont elles sont accompagnées dans le texte du livre et les leçons du maître d'école. A elles seules, ces illustrations constituent un outrage à la vérité historique et une violation de la neutralité. L'épiscopat pouvait, à bon droit, les considérer comme une raison très suffisante d'en interdire l'exhibition malsaine aux yeux des enfants catholiques de l'école *primaire*.

*
**

Finissons là. L'heure est venue de laisser la parole aux documents. Le lecteur y trouvera en détail toutes les preuves désirables de la critique générale que nous venons de faire des Manuels condamnés. On la peut résumer en deux mots : Tous, à quelques variantes près dans l'art des nuances[1], sont, par rapport à la religion catholique et à l'Eglise, des œuvres de haine et de mensonge dont la causticité libre penseuse dissolvante, bien qu'assez adroitement dissimulée et dosée, constitue un puissant élément de corruption pour l'esprit religieux et la foi catholique des enfants ; des œuvres où l'histoire de France, sous prétexte de laïcité, est, au point de vue religieux, tendancieusement tronquée, truquée et démarquée ; des œuvres sectaires de combat qui outragent également la sincérité historique et la loyauté de la neutralité confessionnelle inscrite dans la loi française.

(A suivre).

[1] Il va sans dire que notre jugement est global, et que nous n'entendons pas l'appliquer, dans toute sa sévérité intégrale, à chacun des manuels condamnés. Tous sont mauvais, tous condamnables du chef de violation flagrante de la neutralité. Tous, cependant, ne révèlent pas chez leurs auteurs la même hostilité sectaire à l'endroit de la religion catholique et de l'Eglise, ni le même souci de la manifester, de la faire partager aux enfants.

On trouve, par exemple, dans les manuels de Guiot-Mane et de Devinat, des passages où se lisent des aveux honorables pour l'Eglise. Plus accentué que les précédents dans le sens nettement rationaliste, le Manuel de Gauthier-Deschamps pratique encore dans une certaine mesure le mélange du bien et du mal. Avec Calvet et Rogie-Despiques nous sommes dans la littérature de pamphlet, sournoise encore et soucieuse de prudentes réticences, mais plus ouvertement tendancieuse, tout imprégnée d'une pensée nettement antireligieuse. Brossolette, enfin, et Aulard-Debidour sont les types les plus francs, et les pires, du genre.

Tous, néanmoins, se valent, c'est-à-dire ne valent rien du tout, au point de vue de l'illustration ; et finalement, quelle que soit la différence accidentelle des rédactions, nous ne voyons pas en quoi la compagnie de Mesdames Guiot et Mane gênerait plus le vilain commentaire antireligieux de l'instituteur, que celle apparemment — mais en apparence seulement — plus compromettante de MM. Aulard et Debidour.

QUESTIONS
de science ecclésiastique
CONSULTATIONS DIVERSES

Q. — Il y a diverses manières d'agir, suivant les Missions, à l'égard du baptême des adultes et de l'admission ensuite à la communion. Chaque manière a ses partisans.

Ici l'on baptise aussitôt que les gens ont l'instruction suffisante et que l'on juge suffisantes les dispositions ; puis on attend une instruction plus complète et des garanties de persévérance pour admettre ces chrétiens à la communion : quelques-uns sont vite admis, d'autres attendent plusieurs années.

Là, on fait faire à tous la première communion le jour même du baptême.

Ailleurs enfin on baptise à Noël par exemple, et on fait faire la première communion à Pâques suivant.

Les partisans de la première méthode s'appuient, pour légitimer cette pratique, sur celle des premiers siècles du christianisme, où l'Eglise, en face de païens grossiers, gardait le secret sur l'Eucharistie. Les missionnaires se trouvent en effet souvent en face de païens très grossiers.

Les partisans de la seconde méthode répliquent : Dès lors qu'un homme est baptisé, il tombe sous les lois de l'Eglise et par conséquent sous le précepte de la communion pascale. Et ils ajoutent : Le nouveau baptisé ne se trouvera jamais plus pur qu'au sortir du baptême, il n'y a donc pas de meilleur moment pour lui faire faire sa Première Communion.

Je m'avoue partisan de la troisième méthode. La première me semble fortement attaquée par le précepte de la communion pascale. La seconde me paraît sujette à des inconvénients : parler de l'Eucharistie à tous les païens qui se présentent, n'est-ce pas jeter des perles aux pourceaux ? Et surtout le sujet, dans ses dispositions et par conséquent dans les effets subjectifs qui découleront pour lui de la communion, ne gagnera-t-il pas *beaucoup* à soupirer un peu après elle, et à recevoir pour elle une préparation toute spéciale ? Enfin, un intervalle entre le baptême et la communion, dans le cas où la bonne foi du missionnaire aurait été surprise pour le baptême, aurait du moins empêché une grave profanation de la personne même de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Cette troisième méthode, comme pratique générale et dans les préparations collectives de catéchumènes, me semble la meilleure ; j'admettrais des exceptions seulement dans des cas particuliers et isolés.

Que pense l'*Ami* de tout cela, et quelles seraient ses préférences ?

R. — Pourquoi ne pas parler d'une quatrième méthode qui consisterait à faire communier le baptisé simplement à l'heure où, tout bien pesé, la réception du sacrement devient pour lui 1° obligatoire, 2° au moins utile et sans danger pour personne ?

Les tenants du précepte pascal ont évidemment raison, en principe. Mais autre chose est l'obligation du précepte contractée *in radice*, autre chose la même obligation dans les raisons et conditions pratiques prochaines de son accomplissement.

Le précepte pascal est un précepte *positif*. Divin, tant qu'on voudra, c'est entendu, mais enfin positif, cependant. Or, pour ce précepte-là comme pour tant d'autres non moins graves, il peut se présenter des circonstances qui en suspendent provisoirement, momentanément si l'on veut, l'observation.

Il n'est donc pas juste de conclure de façon absolue à l'urgence immédiate de la communion après le baptême reçu, puisqu'il se peut que, en hypothèse de circonstances concrètes comportant un *grave incommodum*, la prudence ordonne de différer le devoir pascal, défende de l'accomplir à pareil moment. Pour cette raison nous n'admettrions pas, à titre de règle générale, le système de la seconde méthode.

Pas davantage celui que pratique la première. L'instruction requise pour la réception de l'Eucharistie est autre et plus étendue que celle qui peut suffire pour le baptême. Mais il faut se garder de rien exagérer. En définitive cette instruction eucharistique se réduit à assez peu de chose, si l'on veut la considérer dans son minimum strictement suffisant. Il est très vrai que, *per accidens*, des raisons étrangères peuvent légitimer un délai justifié par des raisons d'ordre public, comme c'est le cas par exemple chez nous en France où, pour le bien commun d'une éducation religieuse générale plus approfondie, comme base de toute la vie chrétienne future, on réclame un temps de préparation catéchistique souvent de beaucoup supérieur à celui qu'exigerait la mentalité plus précoce de certains enfants.

Pour revenir un instant à l'observation que nous faisions tout à l'heure, il est incontestable que plusieurs enfants de nos catéchismes sont, avant l'âge de 9 et 10 ans, parfaitement atteints par le précepte pascal et, comme instruction religieuse, tout à fait en état de le remplir convenablement. Et cependant il s'est trouvé là un *incommodum grave* d'ordre public suffisant pour suspendre chez eux l'obligation du précepte jusqu'au jour de la Première Communion solennelle de tous les enfants d'une même paroisse.

Dans les pays de mission cette raison n'existe ordinairement pas. Le missionnaire a donc plus de liberté pour fixer dans la prudence de son jugement la dose d'instruction convenable.

L'idée fondamentale de la méthode nº 1 n'est pas mauvaise au fond. Elle est mise en pratique de façon un peu étroite, semble-t-il, et trop systématique. Pourquoi ne pas prendre pour l'Eucharistie le critérium dont on fait usage pour le baptême : « Aussitôt que les gens ont l'instruction suffisante » ? Pourquoi, surtout, faire intervenir les perspectives de persévérance qui ont dû déjà se présenter au jugement prudent du missionnaire avant le baptême ? On ne nous dit pas pourquoi « quelques-uns sont vite admis, alors que d'autres attendent plusieurs années ». A moins que ces derniers n'aient la paroi du crâne par trop épaisse, ou que seule la question d'instruction suffisante ne soit pas en jeu, on s'explique difficilement une attente si exagérément prolongée.

La troisième méthode paraît la plus acceptable de toutes. Elle esquive, à peu près, la difficulté du précepte pascal en baptisant les néophytes à Noël. Mais n'est-ce pas là précisément un point vulnérable ? Le souci d'échapper au précepte peut et doit occasionner dans la collation du baptême des retards injustifiés. Il y a urgence à ne point différer ce sacrement, entre tous, et de façon toujours urgente, indispensablement nécessaire. Et si un païen, bien préparé, qui aurait pu recevoir le baptême dans les premiers mois de l'année meurt en septembre ou octobre sans l'avoir reçu, tout justement à cause de la date de Noël trop rigoureusement fixée à l'avance ??

Mais voici autre chose encore. Pourquoi ce jeûne « eucharistique » forcé, universel, de Noël à Pâques ? Sans doute on se met en règle, à peu près, avec le précepte pascal. Se met-on avec cela en règle avec le décret de Pie X et les règles théologiques qui défendent de priver — pendant trois ou quatre mois — des gens qui seraient parfaitement en état de recevoir la sainte Eucharistie au grand profit de leur âme ?

On dit que le sujet gagnera beaucoup à « soupirer » un peu après la communion ! Ce soupir est peut-être sentimental ; il n'est pas théologique, au moins ainsi présenté. Pourquoi un soupir de quatre mois et non de deux ou de huit ?

Il est vrai que la considération des préparations collectives de catéchumènes pourrait atténuer notre critique et autoriser, comme il arrive en France, un délai utile au bien général de l'instruction religieuse de tous. Mais, qu'est-ce que cette préparation collective, surtout quand on nous donne à entendre qu'on fera volontiers des exceptions dans des cas particuliers et isolés ?

Pour conclure, nous serions partisan d'une quatrième méthode — qui n'est guère que la troisième amendée — et nous admettrions les baptisés à la communion au fur et à mesure que nous les trouverions, tout bien pesé, soit en état de répondre à l'obligation du précepte pascal, soit, le précepte mis de côté, en état de recevoir utilement le sacrement d'Eucharistie, comme la théologie le demande, au double point de vue de l'instruction religieuse nécessaire et de la simple *intentio recta* requise par le décret de Pie X.

Il va sans dire, et d'ailleurs nous l'avons déjà dit équivalemment, que cette matière comporte des appréciations variées et délicates du côté objectif des gens restés païens, dont il peut y avoir lieu d'éviter le scandale qui pourrait tourner au détriment de la religion. Mais ce sont là des *per accidens* que chacun doit juger d'après le milieu où il vit, et qui laissent intactes les grandes lignes substantielles de la réponse que nous semble appeler la question proposée.

Q. — Un de mes paroissiens, catholique, a épousé à Genève une protestante divorcée.

Le mariage a été célébré devant l'officier civil suisse et devant le pasteur protestant.

L'épouse protestante prétend que le divorce étant permis en Suisse dans la religion protestante, et que s'étant mariée à la mairie et au temple, son mariage est valide.

D'ailleurs depuis son mariage, elle assure que son premier mari divorcé est mort, quoique aucun docu-

ment officiel n'en puisse faire foi, son mari ayant changé de nom après son divorce.

Mais mon paroissien catholique ne s'est présenté que devant l'officier civil suisse et le ministre protestant. Il n'a point demandé la dispense de la disparité de culte et ne s'est point présenté devant un prêtre catholique.

Or : 1° que penser de ce mariage au point de vue de la validité et de la licéité, depuis le décret *Ne temere ?*

2° Si mon paroissien catholique désire s'approcher des sacrements, que faut-il exiger de lui au point de vue de son mariage, soit pour la dispense de disparité de culte, — soit pour les conditions au point de vue du baptême des enfants à venir, — soit pour se présenter devant son curé ? En un mot, quelles réparations exiger ?

3° Si l'épouse protestante demande à régulariser son mariage au point de vue catholique, que faut-il exiger, soit au point de vue de son divorce, soit des conditions de la dispense de disparité de culte, soit de sa présentation devant le curé catholique ?

Enfin si ces conditions leur semblent trop difficiles ou impossibles, que faut-il faire ?

R. — Ce mariage est 1° probablement nul en raison de la validité probable du premier contracté par la divorcée en question, dont le précédent mari probablement vit encore ; en tout cas, jusqu'à preuve contraire on doit le tenir pour tel tant que la non existence du premier lien valide n'aura pas été démontrée. — Mais, de plus, ce mariage est 2° certainement nul sous le régime du décret *Ne temere*, lequel, à part l'exception accordée aux unions mixtes en Allemagne et en Autriche-Hongrie, exige partout *ad validitatem* la présence d'un prêtre catholique au mariage d'une partie catholique avec une non-catholique. (Art. XI, § 2).

La régularisation de cette union demanderait donc, tout d'abord, une enquête concernant le premier mariage, à l'effet de savoir avec certitude 1° si le mari est mort ou vivant, et, en cas de vie, si 2° aucune nullité n'a entaché son union avec la présente divorcée.

Admettons que celle-ci, vu la conclusion favorable de l'enquête, soit libre aujourd'hui. Il faudra songer à se marier cette fois devant un prêtre catholique, après réparation du scandale causé jusqu'ici, obtention de la dispense de religion mixte et promesse d'élever les enfants dans le culte catholique. Si, par suite de sa présentation devant un ministre hérétique, le futur a encouru l'excommunication, il conviendra aussi de se munir des pouvoirs nécessaires pour l'en absoudre.

Quant à la fréquentation publique des sacrements, il va de soi que, toutes choses remises en ordre, on pourra l'accorder, sous réserve, bien entendu, des précautions à prendre, des bons bruits de rétractation et d'excuses à répandre pour éviter l'étonnement et le scandale de la société chrétienne.

Rien d'impossible en tout cela, ni de bien difficile, sauf dans l'hypothèse du premier mariage valide, le mari vivant encore, auquel cas, évidemment, le second mariage serait canoniquement impossible. Dans notre réponse, nous n'avons visé que le côté religieux de l'affaire. S'il y a du côté civil des embarras, c'est aux intéressés qu'il appartient d'y voir.

Q. — Que pensez-vous du cas suivant, sur lequel on a beaucoup discuté entre confrères ? (Il s'agit de l'enterrement d'un protestant, en pays de mission. La consultation occupe six pages in-folio. Notre réponse fera suffisamment connaître les détails).

R. — Il s'agissait d'inhumer un protestant. C'est la personne même qui doit être inhumée qui caractérise l'inhumation tout d'abord et donne aux rites employés leur vraie signification. Donc, ici, la sépulture était *essentiellement hérétique*, bien qu'il n'y eût la présence d'aucun ministre hérétique.

Jusqu'où va la tolérance de l'Eglise, quand des fidèles et des prêtres se croient obligés d'assister aux funérailles des hérétiques *urbanitatis gratia ?* — Voici comment Zitelli résume une décision du Saint-Office du 9 sept. 1874 sur ce point : « Ap. Sedes, dit-il, exigit ut talis interventus non debeat secum ferre aliquam communicationem in sacris cum hæreticis et schismaticis. Hinc licitum non est eorum precibus se unire, aut ritibus, nec ferre lumina, nec suffragia facere pro anima defuncti ; non toleratur sonus campanæ ecclesiæ catholicæ ; et quoad sermonem in laudem etiam solum civilium virtutum defuncti, hic posset ad summum tolerari in persona alicujus laici, numquam ecclesiastici, vel parochi, multoque minus episcopi [1]. »

1° Pouvait-on porter *la croix* à la cérémonie funèbre ? — Pour la croix *bénite* de la mission, nous ne pensons pas qu'on ait pu licitement la porter pendant la cérémonie des funérailles, parce que la bénédiction lui est donnée pour qu'elle serve aux cérémonies du culte et spécialement aux funérailles catholiques. Donc, comme les cloches catholiques, la croix de procession ne pouvait paraître aux funérailles d'un hérétique.

Pour ce qui concerne la plantation d'une croix *non bénite* sur *la sépulture* de l'hérétique, elle ne semble pas défendue, par ce motif que la croix est placée ici non pas comme une prière, mais comme un signe indiquant la religion chrétienne du défunt. Néanmoins, à moins d'une inscription faisant connaître la vraie situation et l'identité du défunt, la plantation de cette croix par le domestique du défunt peut faire croire à ceux qui viendront plus tard qu'il s'agit là des ossements d'une personne morte dans la communion de l'Eglise catholique.

Etait-il permis de porter une croix non bénite *pendant la cérémonie des funérailles* de cet hérétique ? — Nous ne voyons rien qui condamne cette pratique. De fait, la croix aurait, dans ce cas, indiqué non pas une communication de rites et de prières, mais simplement la religion chrétienne du défunt.

[1] Zitelli, *Apparatus*, p. 531, note 1.